

# L'Humanité



# rouge

Prolétaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi  
18 novembre 1976

No 568

1,50 F

B.P. 61  
75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72  
La Source

Commission paritaire  
No 57954

## QUEBEC : UN PARTI BOURGEOIS EN REMPLACE UN AUTRE

Après les élections qui viennent d'avoir lieu au Québec et qui ont porté au pouvoir le Parti québécois, nous publions de larges extraits d'un article du journal de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, «La Forge», exposant le point de vue des marxistes-léninistes sur ce parti ainsi que sur son principal concurrent, le parti libéral.

Les Libéraux détiennent un record peu enviable par la politique de répression qu'ils ont menée contre les syndicats et les travailleurs, par leur appui total au gel des salaires et leur programme pourri du Bill 22 qui maintient les privilèges de la minorité canadienne-anglaise au Québec. Bourassa vient d'ailleurs d'annoncer qu'il s'apprête à «ajuster» son programme et à intensifier l'oppression nationale, pour gagner l'appui de politiciens

anglophones aussi réactionnaires que Bryce Mackassey. Le Parti québécois, un parti réformiste bourgeois d'un bout à l'autre n'a rien de mieux à offrir. Il a, lui aussi, soutenu du fond du cœur les lois anti-ouvrières comme la loi 253, destinées à réprimer les travailleurs du Front commun. Il considère que les grèves dans le secteur public sont «regrettables» et qu'on devrait les interdire. Les allures progressistes qu'il prend ne sont

que mensonges.

Même s'il évite d'en parler pendant ces élections-ci par peur de perdre des votes, le PQ s'accroche encore à la solution de la séparation du Québec. Cette solution à l'oppression nationale est tout aussi fausse que la souveraineté culturelle et le Bill 22 des Libéraux. La séparation ne ferait qu'affaiblir et diviser le prolétariat canadien dans sa lutte pour le socialisme contre son ennemi principal, la bourgeoisie canadienne. Cela ferait du Canada une proie encore plus facile pour les ambitions avides des deux superpuissances, particulièrement l'impérialisme amé-

ricain.

Aujourd'hui la véritable lutte ne se fait pas par les bulletins de vote que ce soit au Québec, en Ontario ou ailleurs au Canada. Aujourd'hui, la véritable lutte, c'est la lutte des classes résolue du prolétariat unifié pour mettre fin à l'oppression nationale et à la crise, pour établir le socialisme.

C'est seulement en établissant le socialisme au Canada que nous mettrons fin à l'oppression de la nation québécoise, qui est une réserve importante de la révolution canadienne, en éliminant la source-même de cette oppression, le capitalisme.

Après 42 jours de grève  
à la Caisse d'Épargne

## Les écureuils tiennent bon

Environ 2 000 personnes étaient présentes mardi soir au rassemblement organisé par les travailleurs de la Caisse d'épargne, salle de la Mutualité. Ce rassemblement a pu se tenir malgré les pressions de la préfecture de police qui dans un premier temps l'avait purement et simplement interdit. Le gouvernement avait invoqué le prétexte qu'un syndicat ne pouvait pas organiser un gala... Devant ce fait, les travailleurs ont changé le nom de gala en celui de meeting... et le rassemblement a pu avoir lieu. Il était clair que, par cette interdiction, le gouvernement voulait s'opposer au développement de la solidarité et créer un précédent.

Comme l'a rappelé il y a quelques jours encore le

premier ministre, le gouvernement est décidé à tout faire pour que la lutte des «écureuils» échoue.

Ce meeting aura malgré cela constitué un succès pour les travailleurs de la Caisse d'épargne qui l'avait activement préparé, notamment la section CFDT. Les dirigeants du syndicat autonome rattaché à la CGT s'étaient quant à eux opposés dans un premier temps à la tenue de ce rassemblement en le présentant comme inutile. Puis, obligés de l'accepter ils n'ont strictement rien fait pour qu'il soit un succès.

C'était là de leur part une nouvelle preuve que leur problème n'est pas de tout faire pour que les travailleurs remportent une victoire, comme ils l'ont déjà montré en s'opposant à l'occupation des locaux qui rendrait la grève plus efficace.

Leurs préoccupations devaient être exprimées dans l'intervention du représentant du syndicat autonome : il s'agit pour eux d'obtenir des postes au conseil d'administration de la Caisse d'épargne aux côtés des banquiers et des patrons de l'industrie. C'est ce qu'ils appellent la «démocratisation» de la Caisse d'épargne. Là comme ailleurs, ils montrent leur ambition d'accéder à la gestion du capitalisme. Pour les travailleurs, l'objectif est bien différent : c'est la satisfaction de leurs revendications. Pour les révisionnistes est «sérieux» tout ce qui peut contribuer à la réalisation de leurs ambitions.

Au 42e jour de grève une chose semble certaine : la volonté de lutte des employés de la Caisse d'épargne ne faiblit pas.

(Suite p.3)

### Pologne

## NOUVELLES RESTRICTIONS POUR LE PEUPLE

Il y a quelques temps la bourgeoisie bureaucratique polonaise avait instauré les tickets pour l'approvisionnement du peuple en sucre, ainsi que des restrictions d'électricité. Aujourd'hui, c'est au tour du charbon, et cela alors que l'hiver a déjà commencé à s'étendre sur tout le pays.

Le motif officiel avancé par l'agence de presse polonaise est soi-disant d'assurer «une répartition équitable». La vérité, c'est que ce rationnement n'est pas autre chose qu'un nouveau moyen d'augmenter le prix du charbon. Il est difficile sans doute pour la clique Gierock de faire croire au peuple polonais que le pays manque de charbon, alors que la Pologne est le quatrième producteur mondial et le deuxième européen avec 180 millions de tonnes.

La vérité, c'est que la bourgeoisie polonaise pour compenser son endettement extérieur toujours croissant, pratique l'exportation massive de la production nationale de charbon (près de 40 millions de tonnes), soit en URSS, soit en Europe.

La bourgeoisie bureaucratique polonaise brade les richesses nationales au détriment du bien-être du peuple. Les restrictions de charbon avaient déjà commencé à la mi-septembre. Suivant la superficie du logement, les travailleurs disposant d'une pièce ont droit à 1,2 tonnes, de deux pièces à 1,8 tonnes, de trois pièces à 2 tonnes.

A la campagne, le charbon est complètement absent dans certaines régions, et l'on oblige les paysans à échanger du charbon contre des bêtes, notamment des porcs — car la viande devient, elle aussi, rare sur les étalages des marchés urbains.

Le mécontentement populaire, devant cette nouvelle attaque du pouvoir révisionniste, est à son comble. Et l'on fait confiance au peuple polonais pour ne pas en rester là.

### La lutte du pot de fer et du pot de terre

## «LE POT DE TERRE C'EST LA SONACOTRA»

Le mardi 6 novembre à 9 h 30, une dizaine de résidents du foyer Sonacotra de Nanterre (le plus important de la région parisienne avec ses 1 024 résidents) étaient convoqués au tribunal d'instance de Puteaux, pour une «conciliation». En fait, après les expulsions, les tentatives de sabotages du PCF et de la CGT, des diverses menaces d'exclusion des foyers, c'est une nouvelle attaque de la direction de la Sonacotra pour casser cette longue grève des loyers qui dure depuis 17 mois à Nanterre, bientôt 2 ans dans d'autres foyers.

La Sonacotra veut tout simplement utiliser la justice bourgeoise, appareil d'État à son service, pour retirer directement sur le salaire des ouvriers immigrés le loyer qu'ils refusent de payer en continuant leur action : c'est ce que l'on appelle les saisies-arrêt sur salaire !

Mais tout ne va pas pour le mieux pour la Sonacotra.

Une fois de plus nous avons la preuve que la bourgeoisie viole elle-même les propres lois qu'elle s'est donnée :

— A la suite de l'arrêté ministériel en date du 31/12/71, la Sonacotra était dans l'impossibilité d'imposer une quelconque augmentation de loyer. Au 1er mars 1975, une augmentation de 3,5 % seulement était autorisée, puis au 1er juillet 1975, une nouvelle augmentation de 4 % sur le nouveau prix. Un nouveau blocage, par arrêté, était établi au 16 janvier 1976.

— Or, pendant la période

de janvier 1972 à août les loyers fixés par la Sonacotra sont passés de 170,50 F à 270 F.

— Le 20/8/1976, un nouvel arrêté ministériel exigeait de tous les organismes de logements de travailleurs migrants, qu'ils fassent homologuer leur prix de location auprès du préfet du département ; ce dernier devenant la seule autorité pour permettre une nouvelle augmentation. Ce prix déposé à la Préfecture ne prenait effet qu'un mois après son dépôt, c'est à dire au plus tôt le 20/9/1976.

## Délégation des communistes marxistes-léninistes de France en Chine

Sur invitation du Comité central du Parti communiste chinois, une délégation de communistes marxistes-léninistes de France est partie pour Pékin le 17 novembre.

Accompagnée à l'aéroport par des membres de notre comité de rédaction, cette délégation était conduite par notre directeur politique le camarade Jacques Jurquet, qui était rentré d'Albanie, voilà quelques jours, après avoir assisté au 7e Congrès du Parti du travail d'Albanie.

## ONU

## UN VETO SCANDALEUX

L'impérialisme américain n'a pas digéré la défaite que lui a fait subir le peuple vietnamien. Il n'a pas digéré lui, une super-puissance, d'avoir dû s'enfuir piteusement en laissant pour des millions de dollars de matériel sur place et d'avoir été jeté à la mer par un petit pays. Il n'a pas digéré la claquer retentissante que lui ont fait subir les patriotes vietnamiens suite à des années d'une lutte héroïque. Sonnant ainsi le début de la décadence de la puissance impérialiste et de la libération de tous les peuples sous sa domination.

Il vient aujourd'hui de cracher son amertume en opposant une nouvelle fois son veto à la demande d'admission de la République Socialiste du Vietnam à l'ONU. La demande, dont

le parrainage était cosigné par la France, avait recueilli l'approbation des 14 autres membres du Conseil de Sécurité et les Américains se sont trouvés complètement isolés sur leurs positions. Il n'en reste pas moins que leur décision bloque l'admission du Vietnam à l'ONU. Cela est totalement inadmissible. Au nom de quel droit une puissance impérialiste s'arroge-t-elle le pouvoir de faire la pluie et le beau temps dans une organisation internationale et de décider que tel pays n'a pas à y participer? Le droit de veto est le symbole même du pouvoir impérialiste, il doit être supprimé!

Afin de cacher leur dépit et de trouver un prétexte justifiant leur position qui



Et ce sont les Américains qui osent parler d'humanitarisme...

est une insulte à l'ensemble des peuples qui ont combattu et qui combattent pour leur libération, les Yankee ont argué d'un prétendu refus des Vietnamiens de donner des informations sur leur possession sur les mili-

itaires américains disparus pendant la guerre. Le délégué vietnamien, observateur permanent à l'ONU a répondu à ces allégations :

«Le veto négatif de l'administration Ford-Kissinger, a-t-il dit, est basé davantage sur la rancœur et la vengeance que sur la volonté de résoudre les problèmes litigieux entre les deux pays». «Par dizaines de milliers, a ajouté M. Dinh Ba Thi, les Vietnamiens attendent toujours des nouvelles des leurs qui ont disparu dans le déluge de bombes qui s'est abattu sur leur pays du fait des Américains».

Ainsi donc, encore une fois, ce sont les voleurs qui crient «au voleur» et les agresseurs US qui versent des larmes de crocodiles sur les prolétaires américains qu'ils ont envoyés comme chair à canons dans cette guerre injuste.

Esperent-ils encore tromper quelqu'un? La réalité, c'est qu'ils ne peuvent admettre leur défaite, qu'ils ne peuvent admettre que le Vietnam soit libre et réuni et qu'ils tentent de justifier leur veto scandaleux par des prétextes tout aussi scandaleux. Mais cette nouvelle goutte risque fort de faire déborder le vase. Le droit de veto impérialiste, déjà si généralement contesté, le sera encore plus au cours des luttes à venir dans le cadre de l'ONU, jusqu'à son abolition.

## Zimbabwe

## Impasse à Genève

La Conférence de Genève sur l'accès au pouvoir de la majorité noire au Zimbabwe (Rhodésie) est actuellement dans l'impasse du fait du boycott des autorités racistes et du refus du président britannique de fixer une date précise à l'accès des noirs au pouvoir d'État.

Les responsables nationalistes africains, Joshua Nkomo et Robert Mugabe, ont confirmé mardi que le mouvement qui rassemble leurs organisations, le «Front patriotique du Zimbabwe», rejetait catégoriquement la formule de compromis britannique sur la date de l'indépendance de leur peuple. Ils exigent quant à eux, que celle-ci soit fixée au plus tard pour le 1er décembre 1977 et ont par ailleurs fermement condamné la tactique britannique à Genève comme «visant à accentuer les divisions entre les délégations nationalistes africaines». La conférence de Genève est donc provisoirement bloquée du fait de la mauvaise volonté des racistes rhodésiens et des impérialistes anglais. Mais sur le terrain, les combattants de la liberté poursuivent leur offensive militaire.

Les guerilleros du Zimbabwe ont obtenu récemment de nouveaux succès sur le champ de bataille. Début octobre, ils ont détruit un pont sur la rivière de Inyangombe, à 180 km de Salisbury. Ce pont revêtait une très grande importance pour les troupes racistes dans leur répression des guerilleros.

Auparavant, un pont ferroviaire sur la rivière de Matetse, à 50 km de la frontière du Botswana, a été détruit par les guerilleros et 12 voitures chargées de soldats ennemis ont été détruites en même temps.

## OTAN

## Une inquiétude grandissante

L'Otan vient d'organiser en Italie centrale un exercice militaire baptisé «montrer la détermination»; c'est que les milieux dirigeants de l'Otan éprouvent une inquiétude croissante face à la menace militaire soviétique sur le flanc sud de l'Europe.

Il s'agit là du premier exercice complet sur le flanc sud de l'Otan, long de 4 000 kms. Cette manœuvre s'inscrit dans les manœuvres d'automne de l'Otan.

Le commandant en chef des forces de l'Otan en Europe, le général américain Haig n'a pas caché l'objectif de ces manœuvres. Elles sont organisées à l'été déclaré crûment, «en raison de la menace croissante des forces du pacte de Varsovie».

Il a assigné à l'exercice en question l'objectif de «démontrer que l'Alliance peut, en cas de besoin, renforcer rapidement son flanc sud en se servant de la puissance de feu conventionnelle pour affronter une menace ennemie».

Le porte-parole de l'impérialisme US a ajouté que les forces armées soviétiques augmentaient «sans merci» et que le budget militaire de l'URSS représente maintenant 11 à 13 % de son produit national. L'URSS enfin a augmenté de 40 % l'effectif de ses unités blindées en Europe centrale et y a aussi déployé de nouveaux avions à réaction.

Les déclarations des dirigeants de l'Otan et l'accélération de ses manœuvres tout autour de l'Europe témoignent clairement de la conscience grandissante des monopoles américains et de leurs alliés occidentaux face à l'aggravation de la menace militaire soviétique en Europe et à leur incapacité à y faire face en s'appuyant sur les peuples européens qu'eux mêmes oppriment et exploitent.

## Mardi soir à Paris

## Projection de films nord-coréens

Mardi soir, à Paris, a eu lieu une projection publique de films nord-coréens, dont le film de long métrage «Les lamineurs».

Ce film, de 1972, indique la présentation, se déroule au début du premier plan quinquennal (1957-1961). Ce «plan s'est déroulé à travers une lutte de classes acharnée : à l'intérieur contre les ennemis de classe, les fractionnistes au sein du parti, à l'extérieur contre les menaces répétées des impérialistes US et contre le révisionnisme moderne au sein du Mouvement communiste international».

Une délégation du comité de rédaction de L'Humanité rouge a assisté à la projection des films nord-coréens.



Une nouvelle génération grandit dans le Laos libéré.

## PROGRES DE L'EDUCATION AU LAOS

Selon la «Voix du peuple» du Laos, le nombre des élèves inscrits dans les écoles primaires et secondaires a augmenté sensiblement à l'ouverture de la nouvelle année scolaire à la mi-septembre.

Les 64 écoles primaires et secondaires ouvertes à Vientiane ont accueilli jusqu'à présent plus de 32 000 élèves. Le nombre des élèves de l'école primaire a augmenté de 41 % et celui de l'école secondaire a été multiplié par 4,8. Le 17 septembre, 6 écoles à Savannakhet ont accepté en tout 4 640 élèves, le nombre des élèves du secondaire ayant quadruplé. A Pakse, province de Champasak, le nombre des élèves pour cette année scolaire a augmenté de 73 % par rapport à l'année scolaire précédente.

Les départements de l'enseignement dans tout le pays étendent maintenant les cours aux régions montagneuses. Dans le district de Sam Neua, des écoles

primaires ont été ouvertes dans presque tous les villages. Dans les 10 écoles, agrandies, que compte un village du district de Luong Nam Tha, le nombre des écoliers est le double de celui de l'année scolaire précédente. Dans la première école secondaire établie au lendemain de la fondation de la République dans le village de Muong Khay, le nombre des élèves inscrits pour la nouvelle année scolaire était de 73 % supérieur à celui de l'année précédente.

La nouvelle année scolaire a connu une nette augmentation dans l'inscription des enfants d'ouvriers et de paysans, lesquels n'avaient pas la possibilité de fréquenter l'école dans le passé, et de ceux des minorités nationales de Lao Sung et de Lao Thong qui habitent des régions montagneuses et des villages éloignés.



## nouvelles intérieures

## La crise de la sidérurgie

## Une nationalisation pour quoi faire ?

On parle beaucoup de la sidérurgie ces jours-ci. Les partis bourgeois multiplient les plans et les projets de loi à son sujet.

Il est vrai que ce secteur de première importance pour le capitalisme français traverse une crise particulièrement grave qui n'est qu'une conséquence de la crise générale du système capitaliste.

La production est en baisse, tandis que la concurrence, notamment avec le Japon et l'Allemagne, devient particulièrement vive. Dans le cadre de cette concurrence, les monopoles français sont en mauvaise posture. La raison essentielle en est l'ancienneté de l'appareil de production. Il en résulte que le temps de travail nécessaire à la production d'une tonne d'acier est de loin supérieur à ce qu'il est en Allemagne ou au Japon.

Afin de préserver leurs profits, les capitalistes ont eu recours ces derniers temps à une intensification de l'exploitation des ouvriers de la sidérurgie. C'est ainsi que le temps de travail nécessaire à la production d'une tonne d'acier a été ramené de 12,5 heures à 9,5 heures. Tout ceci s'est soldé par une longue liste de travailleurs morts au travail. Dans les 9 premiers mois de 1976, on a déjà compté 20 morts qui viennent s'ajouter à de nombreux autres.

Aujourd'hui, les capitalistes et leur gouvernement veulent aller encore plus loin.

## FAIRE PAYER LA CRISE AUX TRAVAILLEURS

La sidérurgie doit se restructurer déclarait il y a quelques jours le ministre Beullac. Un plan de restructuration est en préparation, avec l'apport d'importants capitaux de l'Etat, qui se soldera par le licenciement de 14 000 à 20 000 travailleurs. D'ores et déjà ce plan commence à être mis en application par le recours à un chômage partiel massif. Usinor a ramené les horaires à 32 heures dans plusieurs usines. Sacilor prévoit de son côté la mise en chômage partiel de 28 000 travailleurs d'ici la fin de l'année. Comme cela est normal en système capitaliste, la bourgeoisie veut ainsi faire supporter aux travailleurs le poids de sa crise et préserver ses profits en recourant aux licenciements et à une exploitation renforcée. Quand le ministre Beullac déclare : «il y aura certainement des suppressions d'emploi», c'est d'une véritable déclaration de guerre qu'il s'agit. Il est clair que face à cette attaque des monopoles et de leur gouvernement, les travailleurs ne peuvent avoir qu'une réponse : la lutte de masse pour faire échec aux licenciements.

Mais ce n'est pas ainsi que raisonnent quant à eux les dirigeants du PCF et de la CGT. La misère pour des milliers d'ouvriers de cela ils s'en moquent. Ce qui les intéresse, c'est de se présenter comme les meilleurs gestionnaires du capitalisme et d'avancer leur solution miracle : les nationalisations.

C'est ainsi que le groupe parlementaire révisionniste vient de déposer un projet de loi devant l'assemblée nationale visant à la création d'une «Société nationale des aciéries de France».

«L'Humanité» de mardi consacre une page entière à cette initiative.

Charles Fiterman, membre du bureau politique du PCF, montre clairement l'objectif poursuivi par le PCF en parlant de nationalisation de la sidérurgie.

Ce qu'il reproche avant tout aux monopoles privés, c'est d'être des «incapables».

Les dirigeants du PCF promettent eux de faire mieux. «Les maîtres des trusts ont commis et commettent de lourdes fautes contre l'intérêt national. Ils sont incapables de redresser la situation. Ils annoncent eux-mêmes une longue période de crise. Et bien, le moment est venu de leur dire : «cédez la place, allez-vous en !» déclare C. Fiterman dans «L'Humanité».

## UNE APOLOGIE DU CAPITALISME D'ETAT

Il se livre à l'apologie des nationalisations en système capitaliste et n'hésite pas à affirmer : «dans les chemins de fer, l'électricité, en 1936 et 1945, le capitalisme était incapable de répondre aux besoins urgents du pays. La nationalisation a fait de ces deux secteurs des modèles reconnus d'utilisation rationnelle des techniques les plus modernes»... «aujourd'hui, le secteur public et nationalisé fait la preuve de son efficacité face à un secteur monopoliste privé». C'est là une apologie en bonne et due forme du capitalisme d'Etat.

Mais ces messieurs voudraient également faire croire que les nationalisations signifient un changement dans la situation des travailleurs. Fiterman n'hésite pas à ce sujet à affirmer : «il suffit de voir la différence qui existe déjà au bénéfice de l'entreprise nationale, entre la situation des travailleurs de chez Renault et ceux de chez Citroën, entre les avantages sociaux des agents d'EDF et ceux des entreprises privées d'électronique». Les travailleurs de Renault, français et immigrés, apprécieront. Et, que l'on sache, c'est par la milice privée de Renault que l'ouvrier Pierre Overney fut assassiné !

En vérité, ce qui guide ces gens-là, ce n'est en aucun cas l'intérêt des travailleurs. Ce qui les guide, c'est leur volonté de développer le capitalisme d'Etat pour pouvoir, dès aujourd'hui, mais surtout en cas d'arrivée au gouvernement, avoir une plus grosse part des profits provenant de l'exploitation des travailleurs.

Nouvelle division et tentatives de regroupement, voilà la situation de la «majorité» quelques jours après les élections législatives partielles.

Chirac a le vent en poupe semble-t-il et espère bien en profiter pour prendre la tête d'un regroupement à partir de l'UDR. Déjà, les fascistes du PFN (parti des forces nouvelles) lui ont donné leur appui, tandis que Chaban-Delmas, favorable à la tactique de rapprochement avec le PS, attaque ce projet et multiplie les déclarations et les contacts pour contraindre Chirac. Chaban-Delmas allait même, au micro d'Europe 1 dimanche soir, inviter les journalistes à enquêter sur les «ombres» inspiratrices de l'action de Chirac.

Pour ce qui est de l'UDR, il semble bien que les divisions soient importantes quant à la

## «C'est la lutte du pot de fer et du pot de terre mais le pot de terre c'est la Sonacotra»

Suite de la p. 1.

La Sonacotra a déposé un prix de loyer de 220,00 F, expliquant au préfet qu'elle baissait les prix de 250 à 220 F, prix que le préfet a évidemment enregistré.

De plus, la Sonacotra, sur la base de 220 F demande aux résidents un arriéré d'avril à septembre 76, en tenant compte de la dernière augmentation de septembre.

Où la Sonacotra viole sa propre loi, c'est quand, pour faire homologuer son prix en août 76, elle se base sur les prix illicites pratiqués auparavant et non sur les prix tels qu'ils auraient dû être d'après le premier blocage (décembre 71) augmentés des deux seules augmentations autorisées (3 1/2 % plus 4 %).

En fait, la Sonacotra a fait enregistrer et légaliser par le préfet des prix totalement illicites au regard même des propres lois de la bourgeoisie. C'est ce qui explique aussi la plainte de milliers de résidents contre la Sonacotra, justement pour prix illicites, plainte qui, aujourd'hui «traîne» toujours dans les dossiers, contrairement à celle déposée par la direction de la Sonacotra ! Justice de classe oblige !

De «conciliation» en «conciliation» (Montreuil, Pierrefitte, Nanterre... et d'autres qui vont suivre dans le mois qui vient), la Sonacotra fait piètre mine. Au point que l'avocat de la Sonacotra reconnaissait lui-même au tribunal de Puteaux «C'est la bataille entre le pot de fer et le pot de terre, mais le pot de terre, c'est la Sonacotra». Et il semblerait que la Sonacotra, n'obtenant pas ce qu'elle voulait même de sa propre justice bourgeoise, serait résignée de plus en plus à négocier avec le comité de coordination.

Tout ceci nous encourage à redoubler d'efforts dans notre soutien à cette juste et puissante lutte des

ouvriers immigrés de la Sonacotra. Seul le rapport de force maintenu et étendu à toute la classe ouvrière française et immigrée a permis d'ouvrir le chemin de la victoire. Plus que jamais, c'est le moment d'intensifier notre action, de renforcer les comités de soutien, de gagner à la solidarité un nombre toujours plus grand de travailleurs.

Sous la direction du comité de coordination, unis, travailleurs immigrés et français, nous transformerons toute nouvelle attaque de la Sonacotra en une défaite cuisante jusqu'à la victoire totale des grévistes qui sera une victoire de toute la classe ouvrière de France !

Correspondant H.R.

JACQUES JURQUET

## ARRACHER LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME

Recueils de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot

publié aux Editions du Centenaire disponible sur commande à E 100 24 rue Philippe de Girard 75 000 Paris Prix : 30 F

## Divisions et «rassemblements» dans les partis au pouvoir

## Des grenouillages pour le partage du gâteau

tactique d'une part, et face à l'autre regroupement de la majorité orchestré directement par Giscard d'Estaing autour de son livre «Démocratie française».

Il est vrai que le projet de Chirac, appuyé par son élection au premier tour dimanche dernier, et d'un de ses émules, à Paris dans le 5e arrondissement, a provoqué des craintes chez les Giscardiens. Ces derniers ne voyant comme solution que le rassemblement de toutes les forces de la majorité dans un même mouvement, excepté l'UDR. L'objectif est bien sûr électoral : il s'agit d'après eux de canaliser 30 % du corps électoral ne votant ni UDR ni «Union de la gauche». L'objectif étant suivant le vœu de Poniatowski de constituer «le premier parti politique de France».

Ces manœuvres viennent encore de se révéler à propos de la candidature à la mairie de Paris du Républicain indépendant d'Ornano, maire de Deauville et député du Calvados, soufflant ainsi le poste au nez et à la barbe de l'UDR. Il est vrai que le contrôle d'une municipalité comme Paris est une source inépuisable de profits et un poste-clé pour avoir la main-mise sur tous les grenouillages et opérations financières et immobilières. Le

groupe UDR de Paris devait déclarer qu'il n'était pas prêt à soutenir pour le moment une telle candidature.

L'origine de toute cette agitation, elle est bien sûr dans l'exacerbation des luttes intestines des différents clans, partis et politiciens bourgeois en vue des prochaines législatives. Et derrière ces luttes, on le sait, il y a d'énormes intérêts financiers, et tous les coups sont permis.

## TARIFS D'ABONNEMENTS

Pli ouvert

Pli fermé

1 mois	32 F	70 F
3 mois	95 F	210 F
6 mois	190 F	400 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE  
No 30226-72 - La Source



A propos de la «journée d'action» du 19 novembre dans les PTT

## Comment sortir de l'impasse ?

Lettre d'un travailleur marxiste-léniniste d'un centre de tri parisien

De plus en plus, et de plus en plus nombreux, les travailleurs critiquent les arrêts de travail bidon de 24 h déclenchés d'en haut par les directions bourgeoises des syndicats. C'est aussi le cas dans les PTT.

Dans ma brigade, l'assemblée des syndiqués et proches de la CFDT a condamné unanimement la journée de grève du 19 novembre, journée qui restera sans lendemain, qui ne fera rien aboutir du long catalogue revendicatif, qui s'inscrit dans le cadre des manœuvres électorales des directions des partis de gauche et des syndicats. Certains encore très peu nombreux pensent travailler le 19 novembre.

Cependant cette condamnation s'accompagne d'une question que se posent beaucoup d'agents et même d'adhérents de la CGT voire du PCF. Cette question, c'est : «Que faire à la place des grévistes de 24 h ?» Y répondre est d'autant plus important que les directions syndicales justifient parfois ce genre d'enterrement en prétendant qu'on ne peut rien faire d'autre. Or en cette période de mutations dans les PTT (automatisation, restructuration, rationalisation...) et de crise grave de la société capitaliste, les postiers voient leurs conditions de travail se dégrader rapidement, leur pouvoir d'achat se réduire, tandis que plus de 80 000 auxiliaires ne bénéficient pas du statut. Les revendications existent et la volonté d'agir aussi. Or les PTT constituent un secteur où la coordination des luttes est fondamentale ainsi que la solidarité si l'on veut faire aboutir des revendications importantes. De ce côté-ci les postiers ont beau attendre, rien n'est fait en haut pour engager la lutte sur les revendications pressantes, sinon l'éternelle grève de 24 h.

**Que font les directions syndicales ?  
Qu'en pensent les agents ?**

Les postiers se rendent de plus en plus compte que l'important n'est pas pour les directions de faire aboutir les revendications mais de préparer les élections. Soit elles parachutent des journées de grève de 24 h comme pour le 19/11 en refusant toute consultation des travailleurs, ces derniers

n'étant en fait considérés que comme une masse de manœuvre pour appuyer les préparatifs électoraux, soit elles canalisent le mécontentement et la volonté de lutte de la base par le même type d'action. C'est ce qui s'est passé le 7/10.

Jusqu'à présent, les agents ont suivi, non par conviction, mais par habitude, pour faire comme tout le monde ou parce que cela fait toujours une journée de congé supplémentaire.

Comme c'est dit au début, l'opposition grandit pour ne pas dire devient générale dans les esprits si ce n'est pas encore dans les actes. En tout cas les conditions grandissent aux PTT pour que naisse une véritable opposition à la politique de sabotage des luttes des directions syndicales, opposition qui n'est pas seulement celle d'une minorité «gauchiste» comme voudrait le faire croire Maire, mais qui vient de plus en plus de la base.

### Un exemple significatif

Des camarades de la section ont assisté dernièrement à une réunion de

gués terminés, se sont contentés de passer à autre chose, c'est à dire à expliquer la «stratégie» de la fédération élaborée à l'insu des agents et dans une perspective électoraliste.

### Ce qu'il faut faire

La réunion de l'USAT est instructive car elle permet de voir ce qui pourrait être fait pour faire aboutir les revendications et faire céder l'État qui nous emploie. Les interventions des délégués ont permis de connaître les principaux problèmes et revendications des travailleurs. La réunion de délégués permet d'avoir une vue d'ensemble de la situation dans les centres de tri. Elle permet de faire une synthèse qui fait ressortir la revendication commune, la plus mobilisatrice à l'heure actuelle, celle-ci ayant sans aucun doute trait au manque d'effectifs dans le secteur transbordement. Un délégué a d'ailleurs souligné l'importance de cette revendication commune à presque tous les centres et qui est très fortement ressentie et mobilisatrice. La revendication

— déterminer les 2 ou 3 au maximum revendications importantes communes en faisant une synthèse des résultats de l'enquête. Dégager la revendication principale.

— populariser ces revendications afin que les travailleurs soient prêts à engager une action efficace

— déterminer en consultant les travailleurs et en accord avec eux au préalable la forme et la durée que prendra la lutte

— impulser l'action de manière coordonnée en développant le soutien large-ment.

Telle doit être la méthode de direction de ceux qui ont été élus pour les représenter dans la structure syndicale

Cette méthode découle d'une conception qui est la lutte de classe et non la mise au premier plan des élections celle-ci s'opposant à la première. Cette méthode est démocratique, elle permet aux travailleurs de participer réellement à la préparation et à la conduite de la lutte. Elle permet une centralisation grâce à laquelle il est possible d'unir tous les centres sur un objectif commun précis et dans une forme d'action commune.



délégués des centres de tri de Paris organisée par l'USAT (union des syndicats des ambulants et centres de tri). A cette réunion sont apparues les deux voies, les deux faces qui s'opposent objectivement dans l'action syndicale. D'un côté les délégués des centres de tri qui ont exposé les problèmes et préoccupations de la base et les revendications les plus populaires. Certains ont fait état comme à Brune, Austerlitz, par exemple, d'une mobilisation certaine. D'un autre côté les représentants de l'USAT qui une fois l'exposé des délé-

d'une augmentation des effectifs permettrait donc d'unir les centres de tri sur une base commune. D'autre part la revendication de la réduction du temps de travail qui paraît très populaire, permettrait d'unifier les agents des différents secteurs des centres de tri et aussi des centres et des bureaux mixtes (bureaux de postes).

Ce qu'une juste conception du syndicalisme de classe et de masse impose c'est donc :

— enquêter à la base pour connaître les revendications les plus importantes,

Cette voie, les directions des partis de gauche et des syndicats n'en veulent pas. Ce qui les intéresse, ce n'est pas nos revendications satisfaites, mais c'est d'utiliser celles-ci pour parvenir au pouvoir et de devenir nos patrons.

A l'instar de notre camarade postier dans un centre de tri parisien, nous considérons cette journée du 19 novembre dans les PTT, mais aussi celles, identiques, prévues dans la métallurgie, la chimie, etc., comme de simples moyens utilisés par les directions révisionnistes et réformistes des confédé-

Dans une filature de Lille

## «LA CHASSE AUX SORCIERES» A COMMENCE DANS LA CFDT

La section CFDT, seul syndicat représenté dans cette filature lilloise employant 600 travailleurs, est une section réformiste, qui pourrait facilement s'appeler CFTC. Elle ne s'est pas souvent laissée «entraîner» dans la lutte, excepté en 1968 et lors de la grève du textile de 1974.

Quelques jours après la déclaration de Maire, une ouvrière, militante de «l'Humanité Rouge», et déléguée du personnel depuis 2 ans, est convoquée à une réunion.

Un «comité restreint» de délégués, animé par le secrétaire de la section, qui est membre du PS, a décidé de ne plus la présenter sur les listes électorales. Ce qu'on lui reproche : d'être une militante marxiste-léniniste, de diffuser à la porte de l'usine des tracts qui développent la ligne de «l'Humanité Rouge», ainsi que ses positions à l'intérieur de la section.

Après un simulacre de vote, à bulletins secrets, — tous les délégués ne sont pas présents, les syndiqués ne sont pas au courant —, la décision est prise : la déléguée ne sera pas représentée, quitte à avoir une déléguée en moins. La camarade propose de poser le problème devant tous les syndiqués, mais cela lui est refusé par les délégués présents.

De fait, il s'agit d'écarter une déléguée qui essaie depuis 2 ans de remuer cette section qui ronronne et de l'amener à prendre des positions de lutte de classe.

Quand ces délégués ont su qu'une pétition était lancée par la camarade, ils ont lancé une campagne de calomnies visant à isoler celle-ci. Mais si certaines déléguées ont réussi par la démagogie et le mensonge à faire hésiter «leurs filles» la colère est loin d'être apaisée parmi les travailleuses. Beaucoup critiquent ouvertement la section et certains en ont eu pour leur argent(...)

la lutte continue pour la présentation de la déléguée sur les listes.

La déléguée marxiste-léniniste.



Pour la correspondance

avec le journal

téléphonez au : 607-23-75

rations syndicales pour pulser les partis bourgeois de la fausse gauche au pouvoir. Par le biais de telles journées, qu'elles cherchent à utiliser comme tribunes, les directions révisionnistes et réformistes des syndicats ne visent qu'à utiliser les travailleurs comme force d'appui aux débats que mènent actuellement sur les budgets des différents secteurs les parlementaires bourgeois de «gauche». Ces journées visent uniquement

à faciliter l'accession de «l'Union de la gauche» réactionnaire aux postes de gestion du capitalisme. Et, à ce titre, nous les condamnons sans nulle ambiguïté.

Nous appelons les travailleurs à boycotter ces journées de prétendue action revendicative, et à ne pas se fourvoyer dans des manœuvres qui ne visent en fait qu'à servir les intérêts d'une fraction de la bourgeoisie contre une autre.



## la France des luttes

Une tactique des patrons de Chausson à Reims

## Embaucher des intérimaires dans l'espoir de briser les luttes

Pour le moment, à l'usine Chausson de Reims, le travail ne manque pas. Alors depuis un an et demi, ça embauche. Mais ça embauche des temporaires, rien que des temporaires, c'est à dire des ouvriers et ouvrières qui viennent tous de l'entreprise de travail intérimaire Bis. Un ouvrier ou une ouvrière qui vient pour se faire embaucher sans passer par Bis n'est jamais accepté.

Ils sont embauchés pour 3 mois. Et tous les 3 mois, on leur fait un nouveau contrat de 3 mois. En dehors de ces ouvriers et ouvrières temporaires, les patrons licencient des ouvriers qui ont 4 ans, 6 ans ou 8 ans d'ancienneté, pour des motifs futiles.

Naturellement, les temporaires n'ont pas le droit de faire grève, ou bien alors c'est le licenciement immédiat. Avec ce système, la direction est assurée qu'en cas

de grève des ouvriers de Chausson, 175 à 200 ouvriers et ouvrières seraient obligés de travailler. Sans compter que si un jour prochain les patrons décidaient de licencier massivement des travailleurs pour restructurer l'entreprise, l'opération pourrait se réaliser en douceur dans un délai de trois mois.

Ce sont autant de raisons de mener dès maintenant la lutte contre ce système d'oppression particulièrement grande et de surexploitation capitaliste. C'est l'intérêt de tous les ouvriers de Chausson, temporaires ou non, que d'exiger la suppression du travail intérimaire et l'embauche immédiate de tous les temporaires actuellement employés à Chausson sous le statut normal.

Un ouvrier marxiste-léniniste de Chausson.

Menacés pour la 3e fois de licenciement

## LES TRAVAILLEURS DE TEPPAZ REOCCUPENT L'USINE DE CRAPONNE

A la sortie de Lyon, à Craponne, nous voilà dans la cour de Teppaz, tout est net, rien n'indique que cette fabrique d'électrophones n'est par tout à fait comme les autres.

Plusieurs dizaines de travailleurs attendent, dans la bonne humeur, l'heure de l'assemblée générale. L'un d'eux prendra le temps de faire le point de la situation, pour «l'Humanité Rouge», dans un bureau voisin.

Pas un seul licenciement !

L'occupation de Teppaz a recommencé à la mi-octobre de cette année. «Recommencé» parce que les travailleurs de cette usine sont des acharnés et ils sont en train de combattre la troisième tentative de les licencier tous dans la foulée

de la liquidation de leur boîte. Après une première faillite en 1971, seule l'usine de Craponne a continué à tourner. En décembre 1974, nouveau dépôt de bilan : cette fois-ci, les travailleurs n'acceptent aucun licenciement. En mars 1975, ils occupent ; pas question de céder. L'occupation durera plusieurs mois. Affiches, tracts, meetings, ventes sauvages d'électrophones, journées «portes ouvertes»... La popularisation a été importante et le conflit a eu un impact assez grand dans la région lyonnaise et même au-delà.

Début 1976, l'entreprise redémarre (investissements privés et aides publiques), mais déjà en septembre dernier, c'est l'impasse. N'entrons pas dans le détail de la comptabilité financière, les travailleurs ne sont pas dupes «D'Ornano n'a pas

digéré le coup de l'occupation de l'an dernier». C'est l'Etat, l'Etat capitaliste qui s'oppose directement aux travailleurs de Teppaz. Il a laissé repartir l'affaire en début d'année pour la couler en douceur quelques mois plus tard, sans bruit.

Mais la classe ouvrière ne se laisse pas endormir comme cela. Depuis le mois d'août, les travailleurs ont bien réalisé la situation. Ils n'ont fait aucune agitation avant que tout soit bien clair, maintenant, ils sont repartis au combat. Dans l'usine, un seul syndicat, la CFDT, c'est lui qui conduit la lutte depuis longtemps. Il fait des propositions aux travailleurs, pendant les 2 assemblées générales hebdomadaires et c'est en assemblée générale que se prennent les décisions. Il y a un point sur lequel il faut insister : ceux qui décident, ce sont ceux qui sont présents, ceux qui occupent, ceux qui se battent.

Une arme indispensable : la démocratie prolétarienne

La situation est complexe et les travailleurs l'étudient avec attention. En plus d'une équipe d'experts comptables qui se penchent sur les problèmes financiers, le personnel de Teppaz possède des armes décisives qu'il s'est forgé dans la lutte : rester toujours bien «groupés» entre eux, gagner le soutien réel de la population, s'appuyer d'abord et principalement sur les travailleurs de l'usine pour trouver une

solution au conflit.

Mis à part un échange de lettres, il n'y a aucun contact avec d'autres entreprises occupées. Il n'y a pas encore de comité de soutien. Les travailleurs de Teppaz acceptent le soutien de tous. «Deux grands partis politiques» se sont déjà «proposés», l'un a déposé une question écrite à l'Assemblée Nationale (!), l'autre a certainement dû faire quelque chose, mais quoi ? Mystère ! On reparlera certainement de tout cela, et d'autres choses encore, car le combat ne fait que commencer.

Correspondant HR.

## L'exploitation des petits fermiers aggravée par l'augmentation des prix du blé-fermage

Le 30 octobre, est paru au journal officiel, le prix du blé fermage servant de base de calcul à la location des terres. Alors que ce prix était de 58,00 F le quintal en 1974, il est passé à 64 F en 1975 et 70,50 F en 1976, soit 22 % d'augmentation en 2 ans. Voilà comment la bourgeoisie aide la petite paysannerie après la sécheresse de cette année.

Regardons ce que représente pour un paysan cette nouvelle agression. M. X loue 30 ha de terre à un propriétaire suivant un fermage de 4 quintaux de blé par hectare soit 120 quintaux pour la ferme entière. Au prix 75, la location totale était de 7 680 F en 1976 elle sera de 8 460 F soit une différence de 780 F en plus cette année. Voilà la logique du capitalisme à la campagne, des profits toujours des profits, peu importe que le climat ait été dur, il faut piller.

Mais attention où il ya oppression, il y a révolte, déjà elle gronde, des réunions s'organisent, des luttes arrivent.

Il en est pour qui l'heure arrive et quoiqu'ils fassent, ils seront chatiés comme ils le méritent.

Correspondant paysan.

### Conditions de travail

## Un produit extrêmement dangereux l'amiante... mais pourtant manipulé par des milliers d'ouvriers !

Depuis quelques temps, les milieux médicaux et, tout récemment même l'organisation patronale des industries de l'amiante, se sont «émus» du risque que fait courir l'amiante sur les travailleurs, mais bien «tardivement», quand on connaît les ravages que fait ce produit. Voici ce qu'il en est réellement.

L'amiante est constituée de fibres souvent microscopiques de silicate de magnésium. Ces fibres passent dans le corps humain le plus souvent par les voies respiratoires, mais aussi par les voies digestives. Là, elles «irritent» les tissus et provoquent à la longue une maladie semblable à la silicose des mineurs, l'asbestose, mais aussi des pleurésies et des cancers (du poumon, de la plèvre, de l'estomac, du colon...). Ces maladies se déclarent plusieurs années après «l'exposition au risque», même si on n'a pas travaillé très longtemps au contact de l'amiante.

Les informations données par le patronat (dans le but avoué de freiner la révolte croissante des ouvriers et de calmer «les passions») doivent être combattues sur deux terrains :

1— le patronat se garde bien de dire que l'amiante est employée dans l'industrie. Des dizaines de milliers

d'ouvriers sont touchés car ce ne sont pas seulement les seuls ouvriers d'usine de traitement de l'amiante qui sont concernés (comme peut le laisser penser le communiqué publié par l'organisation patronale des seules industries de l'amiante), mais tous les travailleurs des industries utilisant d'une façon plus ou moins cachée l'amiante comme isolant : chantiers navals, textiles, fibro-ciments, fours industriels, dalles plastiques, etc... ; et aussi surtout le bâtiment (principalement là où est utilisée la technique du «flocage», projection au pistolet d'un mélange de plâtre et d'amiante. De plus, tous les ouvriers travaillant à proximité sont exposés au risque, de même que la famille de l'ouvrier en contact avec l'amiante, de même que les travailleurs habitant à proximité d'une usine d'amiante, etc...

2— le patronat cherche à minimiser la gravité des maladies susceptibles d'être engendrées par l'amiante, en laissant entendre, par

exemple, que les cancers provoqués par ce produit sont «relativement rares». Et pourtant de très officiels chercheurs ont montré que le cancer de la plèvre est multiplié par 100 et ceux du tube digestif par 3 chez les travailleurs de l'amiante ! et que un ouvrier de l'amiante sur 5 meurt d'un cancer du poumon s'il travaille 30 ans ! Et encore, on ne parle pas de l'asbestose pulmonaire, qui, comme la silicose, fait des ravages !

En minimisant la gravité des affections, la bourgeoisie veut «noyer le poisson» dans des tables rondes, des comités, des études... tout en continuant comme avant (ou presque).

La bourgeoisie n'hésite pas à marcher sur les cadavres des travailleurs pour conserver et accroître ses profits !

Nous devons imposer dès maintenant :

- la divulgation de la composition des produits utilisés au travail, particulièrement s'il s'agit d'isolants, dans toutes les industries ;
- l'arrêt immédiat du travail utilisant l'amiante s'il n'y a pas une protection efficace, sans attendre les décisions des tables rondes.





## Plioutch à St Nazaire

# URSS : "Socialisme avec des bavures" ou Social-fascisme ?

Dans le cadre de l'expérience «Canard sauvage» menée par Armand Gatti à Saint-Nazaire (et sur laquelle nous donnerons ultérieurement le point de vue des marxistes-léninistes, Léonid Plioutch et sa femme Tatiana sont venus devant une salle comble apporter leur témoignage sur l'URSS.

Les marxistes-léninistes de Saint-Nazaire ont diffusé un tract à cette occasion. Nous donnons ci-

Plioutch a d'abord parlé de sa détention : «Je n'ai pas assisté à mon jugement parce que fou. On nous dit qu'on ne nous juge pas sur nos idées mais sur nos actes ; mais nos actes sont précisément d'avoir diffusé nos idées... Les hôpitaux

psychiatriques sont plus surveillés que des prisons : barbelés, mitraillettes... Des détenus de droit commun y servent d'infirmiers-matons, mais sont quand même plus humains que les infirmiers ou les médecins. Certains médecins disent : nous sa-

dessous de larges extraits du compte-rendu qu'ils nous ont communiqué :

Quant à Plioutch qui a participé récemment à un meeting sur la répression en URSS, à la Mutualité au côté de ... Juquin du PCF, nous retenons son témoignage, sans pour autant le suivre dans sa démarche très orientée vers les partis révisionnistes d'Europe.

vons que vous êtes en bonne santé mais il faut changer d'avis. Leur cynisme pousse certains détenus au suicide. Un jour un malade a dit à son médecin : Tu es pire que la gestapo...»

### Un État fasciste et impérialiste

En réponse à une question sur la nature de l'État soviétique, il a déclaré : «du point de vue économique, c'est un capitalisme d'État, du point de vue national c'est un chauvinisme de grande puissance, du point de vue idéologique c'est une idéocratie et même une idéocratie...»

En réponse à la question : y a-t-il l'impérialisme soviétique, il a répondu : «pour ma part j'estime que oui», citant la Tchécoslovaquie, la Pologne, la R.D.A., les tentatives d'intervention dans les affaires yougoslaves et en Asie. «Un Palestinien m'a affirmé que tous les pays arabes reçoivent des armes soviétiques et qu'elles sont utilisées les unes contre les autres».

En réponse à une question sur l'évolution de l'URSS, il estime que depuis la fin de Krouchtchev il y a un renforcement de la répression et du chauvinisme.

### La lutte s'étend et s'approfondit

A propos de l'opposition en URSS, Plioutch a ensuite parlé des différents courants de lutte pour les libertés : politique, syndicale, nationale, religieuse... citant les luttes des Tatars, des Ukrainiens, des juifs... Tatiana Plioutch a longuement parlé de l'exploitation des femmes et de leur rôle dans la résistance en URSS.

«Qu'est-ce que l'anti-soviétisme ? «Officiellement, c'est la critique et la propagande contre le pouvoir. La constitution est constamment violée par le parti, le gouvernement et la police ; ce sont eux les anti-soviétiques».

Enfin, tout en soulignant les difficultés pour que les

informations circulent, Plioutch a parlé de l'existence de mouvements de grève, de manifestations et de cas de répression policière directe sur les foules.

Le samedi et le dimanche, Plioutch a rencontré des groupes de travailleurs participant à l'expérience du «Canard Sauvage» ; il a ainsi éclairé d'autres points :

- sur le mécontentement général ;
- sur la censure : l'accès à certaines bibliothèques ou certains ouvrages est réservé, des éditions tronquées ;
- sur la crise : l'Ukraine, la plus belle terre à blé d'Europe, est obligée d'acheter du pain ; le chômage (ou le sous-emploi), l'alcoolisme, la drogue sévissent ;
- sur la propagande contre la Chine : permanente, omniprésente.

Le PCF, à Saint Nazaire, en retard sans doute sur la capitale quant au virage à prendre sur la question de la répression en URSS, n'a pas apprécié la venue de Plioutch ; lors de sa visite à la SNIAS, des membres du PC, dispersés dans la salle, ont fait à mi-voix des réflexions telles que «comment donc es-tu sorti de prison ? de quoi vis-tu ici ? » etc...

### Une révolte exemplaire

Ce témoignage laissera des traces dans les mémoires. Citons par exemple celui-ci sur les luttes du peuple soviétique : «Dans une ville industrielle d'Ukraine, un ouvrier a été tabassé à mort, motif officiel du décès : arrêt du cœur. Pendant l'enterrement la foule envahit le commissariat et le met à sac. Il y a des arrestations. La ville s'est soulevée. Toute l'administration municipale s'est enfuie. La ville a envoyé un télégramme à Brejnev : «si vous envoyez la troupe, nous avons déjà résisté au nazisme, nous ferons sauter la ville». La victoire a été totale, le criminel a été châtié et l'administration municipale révoquée (pour avoir été incapable de mater la révolte !).

## informations générales

# IL FAUT ETUDIER L'ECONOMIE POLITIQUE

Les «Éditions du Centenaire» ont publié au mois de septembre dernier le tome 1 du manuel portant sur les «Connaissances de base de l'économie politique». Ce document précieux nous vient du Parti frère chinois. Dans le but d'inviter nos lecteurs à étudier ce document, nous publions sur plusieurs numéros de larges extraits du chapitre 1, qui définit clairement l'objet de l'économie politique.

L'économie politique marxiste est diamétralement à l'opposé de l'économie politique bourgeoise ou révisionniste. De plus, elle s'est développée dans la lutte contre ces dernières. En étudiant l'économie politique marxiste, on peut tracer une ligne de démarcation très nette entre le marxisme et le révisionnisme, entre le socialisme et le capitalisme, entre le prolétariat et la bourgeoisie, corriger les courants erronés dans notre style de travail et élever notre conscience politique (...)

### Bien étudier l'économie politique en liant la théorie à la pratique

L'économie politique est la démonstration et l'utilisation du matérialisme dialectique et du matérialisme historique. Pour étudier l'économie politique, il faut avoir pour principes directeurs le matérialisme dialectique et le matérialisme historique. «La dialectique, saisissant le mouvement même, dont toute forme faite n'est qu'une configuration transitoire, rien ne saurait lui imposer : parce qu'elle est essentiellement critique et révolutionnaire.»

Cette conception prolétarienne du monde est tout à l'opposé de l'idéalisme et de la métaphysique. C'est seulement en maîtrisant la conception du monde du matérialisme dialectique et du matérialisme historique et en l'utilisant pour examiner et analyser les lois qui déterminent les transformations économiques de la société capitaliste, qu'on arrive à comprendre l'inévitabilité historique de la disparition du capitalisme et de l'avènement du socialisme.

Ce n'est qu'en l'utilisant pour analyser et examiner les lois du mouvement de l'économie de la société

socialiste que l'on peut comprendre la durée et la complexité de la lutte de classes et de la lutte de lignes dans la société socialiste, que l'on peut comprendre la tendance historique générale, indépendante de la volonté des hommes, qui veut que la société socialiste se développe vers le communisme. Ainsi, nous raffermirons notre confiance, nous prendrons notre résolution et sans craindre les sacrifices et les difficultés nous lutterons pour la victoire finale de la cause du communisme.

Pour étudier l'économie politique, il faut persévérer dans un style révolutionnaire qui lie théorie et pratique. Le président Mao a indiqué : «Il faut assimiler la théorie marxiste et savoir l'appliquer.» (16). La liaison de la théorie et de la pratique est une question de style d'étude révolutionnaire et aussi d'esprit de parti. Il faut lier l'étude de l'économie politique avec la critique du révisionnisme moderne et avec celle des absurdités réactionnaires des Liou Chaou-chi et autres Lin Piao. Il faut lier la lutte aux trois grands mouvements révolutionnaires que sont la lutte de classes, la lutte pour la production et l'expérimentation scientifique. Il faut lier à la refonte de sa conception du monde.

(16) : Mao Tse-toung : «Pour un style de travail correct dans le parti» EP, œuvres choisies, p.34.

(à suivre)

EDITIONS DU PEUPLE  
SHANGHAI  
DÉCEMBRE 1975

Connaissances de base de l'économie politique tome 1

ETUDIUMS  
L'ECONOMIE  
POLITIQUE

22 francs

Tous droits de réserve et de copie

E 100

## ABONNEZ-VOUS AUX PERIODIQUES CHINOIS

PEKIN INFORMATION. Hebdomadaire politique et théorique traitant des affaires chinoises :

1 an 21,00f ; 2ans 31,50f ; 3ans 42,00f

Extrait du No 45 : Le camarade Hua Kouo Feng est le dirigeant incontestable de notre parti.

«Un parti révolutionnaire prolétarien, pour qu'il soit dans le combat le quartier général du prolétariat, doit se donner des dirigeants surgis de la lutte des classes, du mouvement révolutionnaire des masses. Des dirigeants qui sont d'une fidélité absolue aux masses, qui sont intimement liés à elles et qui savent recueillir leurs idées et les concentrer ; puis les transmettre aux masses, afin qu'elles les appliquent fermement. De tels dirigeants, reconnus par les masses, sont les vrais représentants du prolétariat. Leur présence à la tête d'un parti prolétarien est la manifestation de sa maturité politique, et c'est en cette présence que réside l'espoir de la victoire de la cause du prolétariat. Si de tels dirigeants manquent «la dictature du prolétariat, l'acuité de sa volonté» est une phrase creuse». (Lénine : Lettre aux communistes allemands).

## PEKIN 45 INFORMATION

北京  
周报

Le camarade Houa Kouo-feng est le dirigeant incontestable de notre parti

Le pays tout entier célèbre l'éclatante victoire historique

Envoyez vos demandes d'abonnements/réabonnements à : E-100 24 Rue Philippe de Girard 75010 PARIS

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN,  
NE LE JETEZ PAS ! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !



culturel

# Les continueurs de la révolution chinoise

## COMMENT JOUER TCHOUEN-MIAO

par Li Sieou-ming, héroïne du film

L'héroïsme de Tchouen-miao me toucha profondément. Le rôle m'attirait beaucoup et je voulais l'interpréter le mieux possible. Je savais mon texte par cœur mais au début ça n'allait pas ; je n'arrivais pas à entrer dans la peau du personnage. J'étais à la fois inquiète et nerveuse. Le metteur en scène m'expliqua que ça n'allait pas parce que je ne comprenais pas les paysans pauvres et moyens-pauvres. Je me suis alors rendue sur place, à la campagne, pour apprendre auprès d'eux et

des médecins aux pieds nus.

Là, je me mis à collectionner le plus possible tout ce qui pouvait être utile à mon rôle, personnes et faits, mais sans aucun sentiment, sans réelle participation affective de ma part.

Un jour, j'accompagnai un médecin aux pieds nus chez une vieille paysanne qui avait de l'asthme et ne cessait de cracher du sang. Au seuil de la porte, j'eus un mouvement de recul. La doctoresse, elle, demanda affectueusement à la paysanne comment ça allait ;

elle vida le pot de chambre, nettoya le crachoir, s'affaira... J'ai vu la distance idéologique qui me séparait des médecins aux pieds nus et mon peu de sentiment pour les paysans.

Tchouen-miao est une paysanne du Sud du Yangtsé. D'une main elle tient la houe, de l'autre la seringue. Moi, je suis du Nord, une citadine, une étudiante. Pour réduire cette différence, j'ai décidé d'apprendre à porter l'eau à la palanche et à manœuvrer la godille, comme les paysans du Sud.

C'était assez difficile au début mais je tins bon. La première fois que j'ai essayé de godiller, la barque s'est retournée et je me suis retrouvée dans l'eau. Deux camarades m'aidèrent à m'en sortir.

Pour interpréter un héros, il faut d'abord comprendre ce que c'est un héros. Je devais m'inspirer de l'ardeur de Tchouen-miao qui, malgré les obstacles créés par l'ennemi de classe, surmonta tous les barrages afin de devenir médecin aux pieds nus.

Un jour, je suis allée rendre visite à Wang Kouei-tchen une jeune femme médecin aux pieds nus. J'avais beaucoup entendu parler d'elle et je savais qu'elle avait participé à la Conférence internationale de la Santé. Je me la représentais comme une grande praticienne, quelqu'un qui sait bien parler. Vers les dix heures entra une femme rayonnante de santé, l'air sympathique, vêtue simplement et coiffée de deux nattes. C'était Wang Kouei-tchen. Je n'en croyais pas mes yeux ! Elle était la modestie, la franchise, l'enthousiasme même. J'ai compris alors que j'interprétais mal le rôle. Pour moi, les héros étaient fiers d'allure, un peu hautains. En réalité, ils sont grands mais simples, ils viennent du peuple et le représentent.

L'histoire du film se déroule pendant la Révolution culturelle.

Tou Wen-kié a fermé l'infirmier de la brigade, confisqué la trousse de Tchouen-miao et lui interdit désormais de soigner les malades. Quand Siao dit : « On a pris ta trousse, tante Tchouen-miao ? » je le prenais dans mes bras et, objet d'une injustice mais réchauffée par l'affection des paysans pauvres et moyens-pauvres, les larmes me montaient aux yeux. Siao-long alors essayait mes larmes. Pour moi, cette scène était très touchante.

Au cours d'une conversation entre médecins aux pieds nus, une camarade raconta qu'avant la Révolution culturelle, le droit de soigner était entre les mains d'un petit nombre de bourgeois qui appliquaient une ligne révisionniste. D'après les règlements, les médecins pouvaient demander un yuan pour consultation à domicile le soir. Il y en avait alors qui attendaient que la

nuit soit tombée pour aller voir le malade qui l'avait demandé le jour. Indignés, les paysans pauvres et moyens-pauvres ouvrirent une infirmerie par leurs propres moyens et formèrent des médecins aux pieds nus, avec l'aide des médecins révolutionnaires.

Les seigneurs de l'hôpital, de meche avec les responsables engagés dans la voie capitaliste, les taxèrent d'« exercice illégal de la médecine » et ordonnèrent la fermeture de l'infirmerie. J'ai compris alors combien la Révolution culturelle était indispensable et survenue à temps, compris aussi le ridicule de jouer une Tchouen-miao pleurnichant, se laissant consoler par Siao-long. C'était une mauvaise compréhension que de vouloir lui attribuer mes sentiments, l'image que j'en donnais était fautive. Finalement, la scène qui reflète bien la personnalité de l'héroïne se déroule ainsi : Tchouen-miao tout émue, les larmes aux yeux, dit à Siao-long : « Je vais te raconter une histoire sur le docteur Norman Béthune ! » Animée par l'esprit d'abnégation de Béthune, elle n'est plus malheureuse, mais reconnaissante envers les paysans pauvres et moyens-pauvres et décidée à poursuivre le combat avec dynamisme.

J'ai 21 ans et je fais partie de la troupe théâtrale de Tientsin. Ce film est mon premier rôle à l'écran et bien sûr, je n'ai pas beaucoup d'expérience. Si j'ai bien joué ce rôle, ce n'est pas à cause de mon « inspiration » ou de mon « talent ». Je le dois à la formation que le parti m'a donnée, à l'éducation des paysans pauvres et moyens-pauvres, à l'aide de l'équipe cinématographique.

Recueilli par une correspondante des amitiés franco-chinoises à Shanghai

## ENTRETIEN AVEC L'UN DES ACTEURS DE TCHOUEN-MIAO

— Quelles sont les places respectives de l'acteur, du metteur en scène et des responsables du Parti au moment de la discussion du script et du tournage ?

La situation est tout à fait nouvelle depuis la Révolution culturelle. Autrefois le metteur en scène dirigeait son film. L'association acteur-metteur en scène-scénariste décidait de tout et pouvait s'opposer aux décisions du Parti. L'opinion courante était que les questions artistiques devaient rester aux mains des artistes et qu'on avait que faire des « directives ». Le Parti devenait une sorte de commission de surveillance ou de censure.

Le plus souvent, les metteurs en scène n'admettaient la discussion ni de la part des acteurs, ni de la part des ouvriers du studio, qui n'avaient même pas le droit d'assister à la projection des rushes.

Depuis que l'équipe ouvrière est entrée dans les studios et que le comité du parti a été reconstitué, les choses ne se passent plus ainsi. D'abord parce que maintenant notre but est clair : servir la révolution et renforcer la dictature du prolétariat. D'autre part les professionnels du cinéma ont renoué le contact avec les masses pendant toutes ces années, d'autre part les simples gens interviennent aussi dans l'élaboration d'un film. Certains proposent des scénarios. Ainsi « Tchouen-Miao » a été travaillé en liaison avec un groupe de médecins aux pieds nus.

Aujourd'hui on peut dire que les rapports entre tous les gens qui travaillent au studio sont placés sous le signe de la démocratie : il y a toujours beaucoup de discussions ! (...)



Tchouen-Miao devant les responsables de l'hôpital : « Nos mains ont pu renverser les 3 grandes montagnes : l'impérialisme, le féodalisme et la bourgeoisie compradore. Elles peuvent aussi changer la nature et peuvent bien manier l'aiguille ! ». A côté d'elle, à sa gauche, le jeune médecin, Fang Ming, qui veut se mettre au service des paysans.

Est-ce qu'il subsiste quelques privilèges dans les milieux du cinéma ?

(Rires) Les vieux acteurs qui exerçaient avant 1949 ont conservé de hauts salaires, ceux qui ont été formés avant la Révolution culturelle ont encore des salaires supérieurs à la moyenne ; les jeunes acteurs comme moi ont un salaire ordinaire.

Quand on va à l'extérieur, toute l'équipe vit ensemble et il n'y a aucune différence entre l'acteur principal et le machiniste. Dans la mesure du possible, nous essayons d'ailleurs de nous intégrer à la vie des unités où nous séjournons. 3 mois par an, nous allons aussi à l'école du 7 mai. Autrefois la ligne révisionniste qui était particulièrement virulante dans les milieux artistiques, visait à donner un statut spécial aux acteurs.

Quelle est votre formation ? Votre jeu est très différent de celui d'autres acteurs : pas de gestes emphatiques, pas de regards flamboyants.

Les jeux de scène mélodramatiques, les regards trop appuyés, cela appartient à la tradition théâtrale. Le cinéma en Chine est encore quelque chose de récent, certains films sont profondément marqués par cette tradition. Un certain nombre d'acteurs sont d'anciens acteurs de théâtre. Quand l'acteur convient bien au rôle, s'il a une bonne technique de jeu, il n'y a pas de raison de copier le théâtre en utilisant ses effets appuyés. Nous sommes d'accord sur le fait que le cinéma a sa propre technique.

Nous voulons faire plus vite et d'avantage de bons films ; il faut travailler tous ces problèmes, mais la ques-

tion principale reste : quelle voie va-t-on suivre et au service de qui va-t-on travailler ? Il faut montrer la vie nouvelle, les nouvelles réalisations — par exemple les médecins aux pieds nus, comme dans « Tchouen-Miao ». Il faut exprimer l'espoir des ouvriers et des paysans.

L'histoire de la Chine peut être une mine pour les scénaristes. Pensez-vous tourner des films sur les premières révoltes paysannes, sur la lutte légistes-confucéens ?

Un jour, oui certainement. Il y a beaucoup de choses à faire dans ce domaine. En ce moment nous cherchons plutôt à nous rapprocher le plus possible de la vie, des luttes actuelles. Là aussi il y a beaucoup à faire !

Propos recueillis par l'une de nos correspondantes à Shanghai  
Amitiés franco-chinoises

### TCHOUEN-MIAO

(Jeune pouce printanière, médecin aux pieds nus)

premier film sur la Révolution Culturelle

- Comment j'ai vécu le séisme par M. Monge
- En Chine lors de la mort du Président Mao par G. Andréu
- Sur la situation actuelle en Chine par H. Marchisio

JEUDI  
18  
NOVEMBRE  
20 H 30  
MUTUALITÉ

24 rue St-Victor Paris 5<sup>e</sup>  
M<sup>o</sup> Maubert-Mutualité  
entrée : 7 F

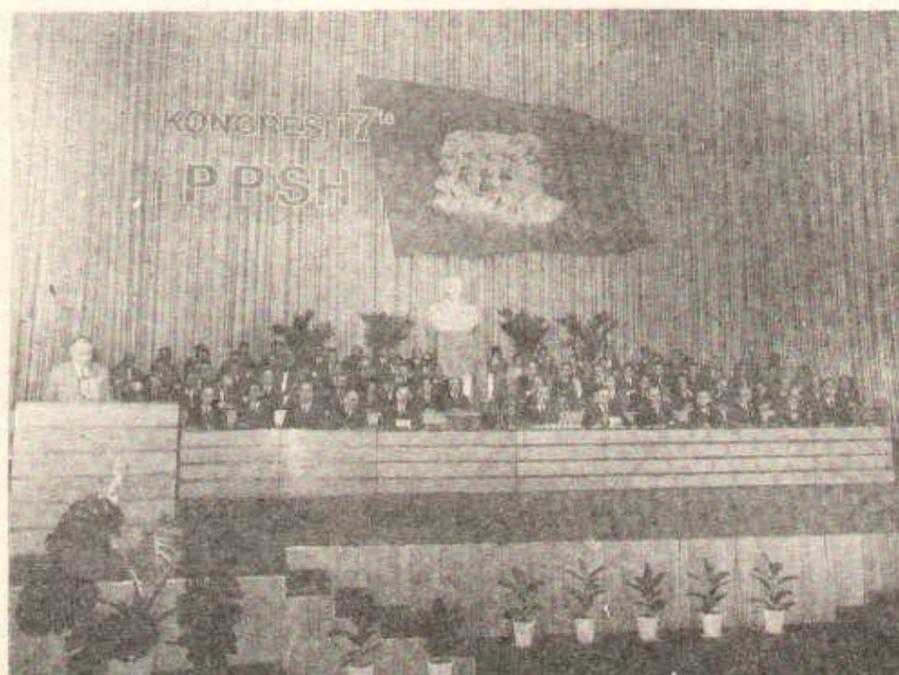
Association des Amitiés Franco-Chinoises  
32 rue Maurice Ripoché 75014 Paris 783-67-40



# **7E CONGRES DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE**



Les délégués arrivant au Congrès du PTA



Le camarade Enver Hoxha, premier Secrétaire du PTA, présentant le rapport politique du Comité Central.



Poignée de main fraternelle entre les camarades Enver Hoxha et Jacques Jurquet, chef de la délégation des communistes marxistes-léninistes de France et directeur politique de l'Humanité Rouge.



Saluant le Congrès, les pionniers entourent le camarade Enver Hoxha.



Sur la grande place centrale de Tiraña : des groupes folkloriques dansent . A droite : le Palais des Congrès. A gauche : le grand hôtel pour touristes en cours de construction.